

# Médias et développement

2006/2080(INI) - 28/08/2006

La commission a adopté le rapport d'initiative de Manolis MAVROMMATIS (PPEDE, GR) sur les médias et le développement, lequel invite l'Union européenne, les États membres, les pays en voie d'adhésion et les pays ACP à associer les organisations de la société civile, dont des entreprises privées et surtout les médias, à la réalisation de leurs objectifs de développement.

Le rapport reconnaît le rôle important des médias pour la transparence et la responsabilisation gouvernementales et le contrôle public des décideurs, car ils révèlent les échecs des mesures politiques, les abus administratifs des fonctionnaires publics, la corruption au sein de l'appareil judiciaire et les scandales dans le secteur des entreprises. La commission y indique également qu'elle estime important d'améliorer le dialogue et la consultation entre les acteurs locaux non étatiques et les autorités nationales des pays en développement dans des domaines clés tels que les médias afin de renforcer les capacités, la responsabilisation et la transparence des institutions publiques et d'accroître l'efficacité du secteur public dans l'application des principes du respect des droits de l'homme et de la bonne gouvernance et dans la lutte contre la corruption.

Les députés européens sont d'avis que les programmes de financement en faveur du développement devraient intégrer plus systématiquement les médias indépendants des gouvernements, et demandent que les femmes aient un accès effectif aux médias afin d'accroître leur participation à l'appareil productif et de contribuer au développement économique.

La commission souligne notamment le rôle des médias dans l'éducation des habitants de pays en développement, en particulier en matière de soins de santé (santé sexuelle et génésique, paludisme, etc.), d'emploi, d'agriculture, de commerce et de durabilité environnementale, à l'instar du BBC World Service Trust pour l'utilisation des technologies de communication en faveur du développement. Elle reconnaît le problème de la «personnalisation» des informations «susceptible de manipuler les publics des pays en développement et des pays occidentaux», et encourage les organisations assurant la formation de journalistes à insister sur la fixation d'un salaire minimum pour les personnes travaillant dans les médias, ce qui les protégera davantage contre la corruption. Les députés européens soulignent également le rôle déterminant des médias pour la promotion du respect des droits de l'homme dans les pays en développement aussi bien que pour la sensibilisation du public des pays occidentaux et, partant, pour la contribution de ce dernier à l'aide humanitaire. Enfin, le rapport demande aux gouvernements et aux autorités publiques du monde entier «de mettre fin, en particulier, à l'impunité dont jouissent les auteurs des violences perpétrées à l'encontre de journalistes», en enquêtant et en punissant les responsables, et en prenant les mesures préventives qui s'imposent pour que les journalistes puissent continuer à faire bénéficier les citoyens des connaissances et de l'information objective indispensables que dispense une presse libre et indépendante.